

AKTUELL

GRANDE RÉGION

Droit à l'expérience

Richard Graf

Quand on parle dérégulation, les syndicats ne se montrent pas très emballés. À l'échelle de la Grande Région, l'exception confirme la règle.

Le Comité économique et social de la Grande Région (CESGR) a vu le jour en 1997, à un moment où la discussion sur une plus forte intégration de cette fameuse « Grande Région » - laquelle comprenait, en dehors du grand-duché, la Lorraine, les Länder allemands Saarland et Rheinland-Pfalz ainsi que la Wallonie - n'en était qu'à ses débuts. La Communauté française et la Communauté germanophone de Belgique ont été intégrées dix ans plus tard.

11 millions d'habitant-e-s

Ces six entités envoient chacune six représentant-e-s issu-e-s de façon paritaire du milieu patronal et syndical, un dernier tiers étant composé « d'un collège composé selon la convenance de chaque région ». Il est présidé pour deux ans alternativement par des représentant-e-s du patronat et des syndicats. La présidence tourne aussi entre les différentes régions en se calquant sur celle de la présidence politique de la Grande Région. Ainsi, le syndicaliste luxembourgeois Jean-Claude Reding vient de passer le relais au représentant patronal sarrois Oliver Groll. Le sommet politique se tient en principe tous les deux ans. Le dernier a eu lieu au Luxembourg en janvier 2017 et sera suivi d'un 17e sommet prévu pour fin janvier à Sarrebruck.

Pour tirer le bilan des deux dernières années, mais aussi pour présenter les recommandations du CESGR en vue de ce sommet, le président sortant et son successeur avaient convié la presse cette semaine. Jean-Claude Reding a surtout mis l'accent sur le « Rapport sur la situation économique et sociale de la Grande Région 2017-2018 » qui s'est cette fois-ci penché plus spécifiquement sur la formation professionnelle continue à l'ère de la numérisation du monde du travail. Si le CESGR n'a rien de révolutionnaire à proposer au prochain sommet, ses différents groupes de travail mettent cependant en avant de nombreuses propositions de détail pour faire avancer l'intégration de la Grande Région. Reding a notamment mentionné une sorte de droit à l'expérimentation régionale, surtout juridique : beaucoup de législations européennes règlent



les rapports entre les États membres qui s'avèrent absurdes au niveau de la Grande Région, avec ses nombreuses frontières et son « kleiner Grenzverkehr ».

La directive sur le détachement de travailleurs, par exemple, impose un travail de paperasse énorme qui se justifie pour des projets de moyenne et longue durée, mais s'avère un frein pour les petites entreprises effectuant de nombreuses missions de courte durée seulement quelques kilomètres au-delà de leur frontière nationale. S'il est difficile (surtout pour un syndicaliste) d'imaginer de ne plus du tout appliquer cette directive, il pourrait s'avérer intéressant d'adapter certaines dispositions administratives pour le cas de figure de la Grande Région.

La Grande Région telle qu'on la connaissait ces dernières années couvre 65.401 km² et compte 11 millions d'habitant-e-s. Depuis la réforme territoriale française de 2017, les choses sont devenues un peu plus complexes : même si la coopération interrégionale reste concentrée sur la Lorraine, l'interlocuteur français n'est plus la région Lorraine, qui n'existe plus, mais bien celle du Grand Est, dont la préfecture est basée à Strasbourg. La nouvelle entité territoriale s'étire depuis la Champagne jusqu'à l'Alsace et mesure, avec 57.441 km², presque autant que l'ancienne Grande Région.

Si Jean-Claude Reding reconnaît que cette réforme n'a pas simplifié les choses, il a quand même le sentiment que les nouveaux interlocuteurs ont compris qu'il ne faut pas trop étouffer les collaborations qui existaient avec la Lorraine. En plus, il semble que depuis la création de la région Grand Est, l'appui que les partenaires français apportent au travail de la Grande Région et du CESGR se voit renforcé. Dans deux ans, la présidence passera de la Sarre aux collègues français, un moment crucial donc pour pouvoir observer si l'intégration de la Lorraine dans le Grand Est va se révéler un frein ou non.

SHORT NEWS

Agrar-Atlas erschienen

(ja) Die deutsche Grünen-nahe Heinrich Böll-Stiftung hat in Zusammenarbeit mit dem Bund für Umwelt und Naturschutz sowie Le Monde diplomatique den „Agrar-Atlas“ herausgebracht. Nach den Themen Kohle, Energie, Meere, Boden, Fleisch und Agrokonzerne widmet sich die Atlas-Reihe diesmal also der Gemeinsamen Europäischen Agrarpolitik (GAP) und ihrer Folgen für die Landwirtschaft. Wie gewohnt wird die Thematik anhand großer Karten, Infografiken und ergänzenden Texten erläutert. Behandelt wird unter anderem die Frage, welche GAP-Gelder wohin fließen; in welche Länder und in welche Betriebe. Den Direktzahlungen, die zu einem großen Teil an wenige Großbetriebe fließen, ist zum Beispiel ein ganzes Kapitel gewidmet. Aber auch die Bezahlung der Landwirt*innen, der Strukturwandel und der damit einhergehende Biodiversitätsverlust, der Einsatz von Pestiziden sowie die Opfer- und Täterrolle der Landwirtschaft beim Klimawandel werden erklärt. Einige Kapitel behandeln zwar lediglich die Situation in Deutschland, als Denkankstoß für Luxemburg können diese dennoch dienen, zum Beispiel im Bereich der Biolandwirtschaft. Der Atlas kann auf boell.de versandkostenpflichtig bestellt oder kostenlos als PDF heruntergeladen werden.

Réfugié-e-s : l'Irak, destination sûre ?

(lc) - Alors que des associations comme Passerell ou le LFR s'émeuvent que les autorités continuent de renvoyer des « cas Dublin » en Italie - malgré le hype autour du « merde alors » d'Asselborn à Salvini - ou s'obsèdent à vouloir pratiquer des tests peu fiables sur les organes génitaux de réfugié-e-s se disant mineur-e-s, Fernand Kartheiser pense déjà plus loin. Se basant sur des déclarations du ministre allemand Heiko Maas et de son collègue irakien Mohammed Ali Alhakim selon lesquelles la sécurité de celles et ceux qui veulent retourner en Irak serait garantie, le député populiste de droite veut savoir combien d'Irakien-ne-s auraient trouvé refuge au grand-duché et s'il ne serait pas grand temps qu'ils retournent dans leur pays en ruines. Dans sa réponse, le ministre Asselborn détaille que 664 Irakien-ne-s ont obtenu le statut de réfugié-e-s et 46 une protection subsidiaire, et que pour le moment, le Luxembourg n'envisagerait aucunement de forcer le retour de ces personnes, mais qu'elles seraient libres de rentrer en Irak si cela leur convenait. Reste à savoir que l'Allemagne n'est pas en train de renvoyer massivement des réfugié-e-s irakien-ne-s, mais quelques personnes devenues criminelles, comme le soulignait encore en juillet 2018 le ministère du Land de Rhénanie-Palatinat.

online

Chancengleichheit, digitale Attacken und Feinstaub

En plus de notre édition hebdomadaire sur papier, nous publions chaque jour des articles sur woxx.lu. Par exemple : Neben der Printausgabe publizieren wir regelmäßig neue Artikel auf woxx.lu, hier einige Highlights dieser Woche:

OGBL : Objectif plein pouvoir - Le plus grand syndicat luxembourgeois veut... encore grandir lors des élections sociales de ce printemps. Lors du dévoilement de son programme, les ambitions étaient claires et hautes. woxx.eu/ogbl

Neue Verpackung, selber Inhalt? - Der neue Name des Ministeriums für Chancengleichheit wird von vielen Seiten gelobt. Doch ist er wirklich besser als der vorherige? Und was sagt er über mögliche Zielsetzungen des besagten Ministeriums aus? woxx.eu/chancengleichheit

Datenschrubber - Im November 2018 hat Premier- und Digitalisierungsminister Xavier Bettel ein „DDos-Scrubbing-Zentrum“ für Luxemburg angekündigt. Die Antwort auf eine parlamentarische Anfrage zeigt, dass die Details noch recht unklar sind. woxx.eu/data

Feinstaubfeuerwerk - Feinstaub ist gesundheitsschädlich und kann Krebs auslösen - in der Debatte um Feuerwerksverbote kommt er aber eher selten vor. woxx.eu/feinstaub